

**VOTRE NOM & PRENOM**

**ADRESSE**

**CP VILLE**

**NOM ENTREPRISE**

**NOM DU SIGNATAIRE DE LA LETTRE**

**REPRESENTANT LEGAL**

**ADRESSE**

**CP VILLE**

**VILLE LE**

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

REF : **NUMERO DU RECOMMANDE**

**Objet** : Votre note de services concernant la « vaccination ».

Madame, Monsieur,

Je fais suite à votre note de service du **INDIQUER ICI LA DATE DE LA NOTE** dans laquelle vous faites référence aux sanctions qui pourraient être prises à mon encontre si je ne justifie pas du statut vaccinal concernant la covid-19.

Bien qu'accordant la plus grande importance à cette note, que je prends très au sérieux, je vous saurais gré de prendre note de mes observations.

Aucune sanction ne peut m'être opposée en l'état.

En premier lieu, vous m'imposez de vous présenter des documents strictement confidentiels qui relèvent exclusivement du secret médical qui est prévu par **l'article L.1110-4 du Code de la Santé publique** auquel on ne peut déroger que de manière expresse par une loi.

Or, la loi n'affirme pas de manière expresse vouloir déroger au secret médical.

En second lieu vous ne pouvez pas me sanctionner pour non-présentation de ces documents si je décide de ne pas vous les fournir.

Cela est très explicitement interdit par L'article **L1132-1 du Code du Travail** qui précise que : « *aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte.... en raison de son état de santé.* ».

Quant à lui , **l'article 225-1 et suivants du Code pénal** prévoient trois ans d'emprisonnement pour les contrevenants à la discrimination.

Je me permets de vous rappeler que mon activité professionnelle relève des catégories citées dans l'article 12 de la Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

En tant qu'employeur, votre seule obligation consiste à « *contrôler le respect de l'obligation vaccinal* » comme le précise **l'article 16** de cette même loi.

En aucun cas, cette loi ne vous impose de me sanctionner pour « *L'absence de respect de l'obligation vaccinal* », ce qui n'est pas du tout la même chose.

Par ailleurs, sachant que l'**article 16-1** du code civil dispose que : « *Chacun a le droit au respect de son corps, que le corps humain est inviolable.* », que l'article **L 1111-4** du code de santé publique précise que : « *Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment.* » et que les personnes que je vais fréquenter et qui présenteront « *un statut vaccinal concernant la covid-19* », dont l'état de santé est incertain, pourront me transmettre la maladie à tout moment, je vous demande de ne pas prendre de sanction discriminatoire liée à ma santé et de me laisser travailler conformément à mon contrat de travail.

Pour ma part, étant très attaché(e) à mon métier et considérant honorer pleinement les termes de mon contrat avec rigueur et sérieux, je continuerai d'appliquer strictement toutes les mesures barrières que vous avez mises en place sur mon lieu de travail pour me protéger et protéger les autres, afin de limiter la propagation du virus.

Si vous décidiez de m'obliger à recevoir une dose d'un vaccin dont les effets restent à démontrer, je serai dans l'obligation d'exercer mon droit de retrait en application de l'**article L4131-1 du code du travail** qui précise que : « *Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection. Il peut se retirer d'une telle situation. L'employeur ne peut demander au travailleur qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection.* ».

Tout dépendra de l'attention que vous porterez à cette demande.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

VOTRE NOM & PRENOM

SIGNATURE

Copie

Le Syndicat Commerce Indépendant Démocratique

: